

## La délégation internationale « En route vers Lux'09 ...»

Le 17 avril 2009 – Soirée d'échanges autour de la présentation du BASE Sud Audois.  
*(à compléter)*

Le 18 avril 2009 - à la Librairie -Tartinerie de Sarrant (Gers).

Une des réussites du projet : prouver que c'est possible !

Didier Bardy a « la passion du livre ». Catherine Mitjana tient à « un lieu de rencontre autour du livre ». En 2000, ensemble, ils font le choix de quitter, progressivement, leur précédentes activités, fonctionnaire territorial au Conseil régional de Midi-Pyrénées et consultante. La Librairie Tartinerie associe vente de livre, restauration légère (à base de grandes tartines variées, accompagnées de salades copieuses), animations, expositions, vernissages.

Ce choix de plier l'économie au service du projet, c'est... une baisse de revenus et une retraite qui s'éloigne dans le temps ! Ils commencent avec un statut associatif. Au bout de trois ans, les impôts leur font prendre conscience qu'il faut être fou pour fonctionner comme ça ! bénévole, perdant leurs salaires, perdant la valeur du local commercial. En cas de faillite, ils perdent tout !! Ils ont progressivement modifié leur fonctionnement et passent en SARL en 2005 : le capital (fond de commerce, fond de livre) leur appartient. Aujourd'hui, ils retirent 2 SMIC de leur activité.

Dans l'économie du livre, il faut que celui-ci tourne 5 fois par an pour que le commerce soit rentable. Or, dans cette petite commune rurale, il tourne 2 fois ! Donc le stock leur appartient. Le pari et la priorité, ce sont les petits éditeurs, les livres peu connus. C'est sortir du système dominant, tenu en mains, à 80 %, par 2 gros distributeurs : Hachette (c'est aussi les canons, les missiles, Matra, Lagardère...) et Interforum dont le président est Antoine Seillère !

### *Quelques chiffres :*

- 35% des acheteurs viennent d'un cercle à 15 minutes de temps ; 25% de l'agglomération toulousaine, 25% du département du GERS et 15 € du passage de visiteurs touristes.
- 80% du chiffre d'affaires est réalisé à la Librairie, les 20% restants lors des salons.
- 20% du chiffre d'affaires est réalisé par la restauration (mais c'est en diminution).
- Une dizaine de librairies s'inspirent de cette expérience, en l'adaptant : une à Condom autour des livres de cuisine ; Auch des bandes dessinées.

Une autre façon de vivre sa ruralité.

Didier, après avoir été agriculteur, auteur d'une thèse sur les pluriactifs, voulait créer dans un petit village, être ouvert week-end et vacances, ouvrir les habitants du lieu sur la lecture, ouvrir le village sur l'extérieur... Au départ, c'était une initiative personnelle. Elle s'est progressivement inscrite dans le projet

du territoire. C'est un plus pour le tourisme et la vie locale. Pour autant, elle n'est pas portée par « le Pays Portes de Gascogne »... bien que Didier soit le président du conseil de développement !

« Un libraire debout ».

Didier se compare à un de ses amis qui tient son stand assis, en train de lire. Ils ne viennent pas du livre, ni lui ni Catherine. On n'est pas déçu parce qu'on est dans les projets, on crée du lien. On sait pourquoi on est là.

La caractéristique de la Librairie de Sarrant, c'est un choix de livres en rapport avec des engagements. Le livre, outil d'émancipation. Il veut montrer comment tout est organisé pour amener tout le monde à penser la même chose ! C'est là que le plus grand nombre de l'ouvrage « Domestiquer les masses » a été le plus vendu de toute la France : 130 exemplaires ! Les livres qu'il vend le plus sont ceux qu'il préfère !

La Librairie Tartinerie est associée à de nombreux projets, comme par exemple « le mois de l'éditeur », la promotion d'ÉRÈS, des animations sur place avec des éditeurs, des auteurs, des tables de livre là où des acteurs sociaux se réunissent autour de problématiques comme le handicap, le territoire, l'économie solidaire ... en prêtant le véhicule et le fond d'ouvrages si besoin !

Echanges :

Ben Quinonès : Tu vas vers les gens ! c'est une approche très différente d'une approche de marché. La personne est un être qui réfléchit et pas seulement un acheteur (valeur/prix). La nouvelle économie considère la personne avec sa dignité. Tu nous montres comment tu traduis ta préoccupation, l'amour des gens, en expliquant l'intérêt d'aller chercher ceci ou cela dans le livre. Si on fonctionnait comme ça, on ferait vite comprendre ce qu'est cette nouvelle économie ! ça me fait réfléchir, m'inspire beaucoup et va me faire changer sur le comment éduquer les gens ...

Denison Jayasooria : Le succès, ce sont deux personnes, leurs compétences entrepreneuriales, leurs connaissances sans cesse renouvelées. Dans une librairie classique, on suit un guide commercial !

Judith Hitchman : Le livre est au service de l'être humain et pas un objet isolé de son contexte.

**Après-midi avec les clients de la Librairie et des membres du conseil de développement du Pays Portes de Gascogne qui ont répondu à l'invitation de Didier Bardy et Catherine Mitjana.**

*Vingt personnes sont assises au soleil sur la place de l'église, pour faire connaissance.*

Ben Quinonès se présente : Invité par la FPH à participer à un groupe de réflexion sur l'alternative économique, il commence par analyser comment faire pour l'appliquer aux Philippines. La solidarité ce serait quoi ? Lech Walesa en Pologne ? Il faut des mots en langue locale pour transposer cette notion. Il existe *bayanihan* pour l'exprimer : partager l'affection et la peine. Comment la mettre en œuvre ? Il développe la notion de « voyage apprenant », raconter des histoires sur ce que nous faisons jusqu'à réussir à nous comprendre.

À partir de ces acquis, il a pu développer des projets avec des investisseurs en 2004/2005 :

« l'hébergement juste » avec les squatters, sans toit, venus du rural, des constructeurs, des fournisseurs, les propriétaires du terrain... Même squattées, les terres ont une valeur (3 à 5 000 pesos le m<sup>2</sup>). Libérées, elles en valent de 20 à 30 000 ! Tout le monde peut ainsi trouver son avantage à la construction de logement sur ces terres. Le programme de réalisation dure environ 18 mois : les investisseurs gagnent 30%, les propriétaires valorisent leur terrain et les pauvres apprennent à économiser pour acquérir, d'abord les moyens d'une activité, puis leur logement. Les agences gouvernementales font des prêts à long terme.

Ainsi, l'économie solidaire : c'est soigner l'environnement, avec des marges pour les investisseurs et une juste répartition pour toutes les parties prenantes de l'occupation du sol.

Denison Jayasooria : de Kuala Lumpur où il mène une vie urbaine dans un cadre trépidant, il n'aurait jamais imaginé se trouver ici, à rendre visite à des personnes, relations de François et Martine ! Son grand-père, Sri-Lankais, est venu se fixer en Malaisie en 1910. Il fait partie d'une des cultures minoritaires du pays. Les musulmans sont largement majoritaires. Ses activités associatives et bénévoles sont concentrées sur les communautés minoritaires, non aidées par le gouvernement.

Quand Ben lui présente l'économie solidaire, il y a deux ans, cela contribue à faire naître des initiatives en Malaisie. Elles ont restructuré la façon dont les gens travaillent avec trois priorités :

- En tant que professeur (Institute for Ethnic Studies – KITA -, National University of Malaysia - UKM), il a introduit la solidarité économique dans le MBA des écoles de commerce, avec des études de cas, préparées par Ben. Cela produit des prises de conscience.

- De longues discussions ont eu lieu dans le contexte de « voyages apprenants » avec des réseaux et des associations de travail communautaire, car il n'y a pas de sécurité sociale en Malaisie (femmes seules avec enfants, détenus, personnes âgées... sont laissées pour compte). Deux questions ont été examinées : Comment mettre « les usagers » des associations en capacité de ? Comment des ONG peuvent-elles devenir autonomes financièrement ?

- L'entrée de la Responsabilité sociale des entreprises est la 3<sup>ème</sup> des priorités, car elles s'en servent pour se médiatiser et c'est tout. Les hommes d'affaires ont peur du mot « solidarité ».

Sa femme rend visite, une fois pas semaines à des communautés indigènes pauvres d'un district (un département pour nous) qui dépendent des forêts tropicales pour vivre (35 villages) pour développer des activités économiques, des échanges spirituels... Lors des réunions d'ainés, des messages sont portés comme priorités : se prémunir de la spoliation de la terre (titre de propriété) ; la plantation du caoutchouc (l'avenir), 5 familles en vivent au bout de 3 ans. Les exemples de solidarité ici et les écrits de cette visite serviront à la promotion de l'économie autrement.

Yvon Poirier : Jusqu'en 1996, « l'économie sociale » n'existait pas, on parlait de coopération. Lors d'un Sommet socioéconomique convoqué par le gouvernement du Québec, avec le patronat, le syndicat, etc. les mouvements sociaux se sont fait entendre. Un processus se met en route, débouchant sur une stratégie de développement de l'économie sociale, dans un sens très voisin de l'économie solidaire ici. En dix ans, ce mouvement s'est développé dans des secteurs pas présents (petite enfance, habitat, services aux personnes...). Le gouvernement bonifie le système avec un service d'accès universel (7\$ / jours soit 4€). 2500 personnes descendent dans la rue quand il veut revenir en arrière ! En 2006, un nouveau Sommet des tous les acteurs est réuni pour un bilan et réunit 700 personnes et même le 1<sup>er</sup> Ministre de la Province du Québec. Et en novembre 2008, un nouveau programme est voté pour soutenir l'entrepreneuriat collectif : 15 millions \$ en 5 ans.

La reconnaissance de la transformation nécessaire de l'économie actuelle est amorcée. Ce mouvement n'est pas politique, tous les partis l'appuient.

### Questions :

*Une personne du parti socialiste : En quoi l'économie solidaire est-elle alternative au capitalisme ?*

Ben Quiñones : Entre le capitalisme privé et le capitalisme public, il n'y a pas de place pour une participation substantielle des personnes. Dans les programmes d'« Habitation juste », la propriété est collective pour toutes les parties prenantes. Et les pauvres sont mis en situation de capacité. C'est le premier avantage de l'économie solidaire. Le partage des bénéfices concerne aussi le peuple. Si les citoyens n'ont pas les initiatives en mains, ni l'Etat, ni les entreprises ne peuvent se substituer à eux. C'est pour ça que l'économie solidaire est une alternative.

Le modèle de l'Etat providence rend dépendant. Depuis 1945, la partie se joue à deux Etat et Marché : quand ça marche le public renvoie au privé et quand ça ne marche plus c'est l'inverse. Si ces acteurs flanchent, le troisième acteur, le tiers secteur, peut se saisir de la balle. Mais il n'a pas été formé à ça ! Il faut apprendre aux gens à se gouverner.

L'autre rôle du gouvernement est d'assurer la sécurité des biens publics (personnes, monnaie, redistribution de la richesse). Le plaidoyer de l'économie solidaire ne consiste pas à revendiquer cette place, mais à demander à l'acteur public de remplir son rôle : la bonne répartition et l'apprentissage pour que la société civile devienne le joueur principal. Ben donne l'exemple d'une coopérative de consommateurs au Japon qui se plaignait de ne pas pouvoir jouer le jeu de l'import/export. Il leur demande s'ils connaissent la faim ou le chômage. Ils répondent que non, et en plus ils font des économies pour garantir la sécurité alimentaire locale, l'achat des produits aux agriculteurs, aux éleveurs. Pourquoi la crise est-elle contenue ? à cause de l'économie solidaire...

Denison Jayasooria : prend le cas de la Malaisie. Le groupe dominant contrôle les ressources. Les minorités ne sont pas formées, elles sont exclues et du marché et de la démocratie. Rien ne peut changer sans un cadre qui rend les gens autonomes. D'où ce processus de capacitation...

Yvon Poirier : dans les années 70 au Québec, les gens ont mesuré l'incapacité de l'Etat et du système économique d'apporter des réponses aux problèmes du centre-ville ou de la dévitalisation rurale. C'est pourquoi la réponse a été citoyenne.

*Question : Quelles relations entre les initiatives citoyennes et les politiques publiques locales ?*

Yvon Poirier : Une autre stratégie a été initiée en 1998 avec la mise en place des Municipalités régionales de comté (MRC, en gros nos intercommunalités). Elles remplacent les agences de développement économique dont la mission était d'amener des entreprises sur place. Les Comités Locaux de Développement sont des structures ouvertes aux syndicats, aux entreprises, aux mouvements sociaux, à côté des élus locaux. Leurs conseils d'administration votent l'utilisation d'un budget pluriannuel, sur la base d'un diagnostic et d'un projet pour le territoire. Un budget spécifique est alloué à l'entrepreneuriat social. Une institution financière, la Caisse d'économie populaire Desjardins, intervient pour l'entrepreneuriat collectif et pas que sur des questions sociales. Il existe, bien sûr, des résistances pour la prise de contrôle de ces CLD de la part des élus municipaux.

Didier Bardy : Le milieu coopératif ici s'est tourné vers l'économie libérale.

Yvon Poirier : Au Québec comme ici, les grands groupes suivent les règles du marché, même si le principe demeure un homme = une voix. Ils reconnaissent la nécessité de transformer le système, sans trop savoir comment.

## Le 19 avril 2009 – à Villerouge-Terménès (Aude) - Eric Andrieu, maire de la commune reçoit la délégation et fait le récit de son engagement politique.

« Le choix d'ici parce qu'il est d'ici ! ».

Il a été demandeur d'emploi, a suivi un parcours d'éducation populaire. Tout le monde lui disait de tenter sa chance ailleurs pour faire carrière.

Il commence comme élu d'une association de développement basée sur un projet. C'est une des premières intercommunalités (18 communes) sur un territoire de 2,8 habitants au km<sup>2</sup> ! pire que le désert ! Une telle situation oblige à inventer.

Comme élu de son canton (intercommunalité), il siège pendant 18 ans au Conseil général du Département de l'Aude. Ses responsabilités au départ sont : l'environnement, l'eau, les déchets, le patrimoine, l'associatif... puis le développement local pour le Département.

La ressource est d'abord humaine.

L'histoire devient un prétexte pour de nouvelles manières de faire. Qu'est-ce que la valeur ? Le bien public. Villerouge-Terménès a montré la voie. Les gens ici étaient en rupture de développement. Il fallait redonner confiance : « Sois fier ! » en occitan. C'est un acte compliqué quand on est dominé de retrouver confiance. Croire à un avenir possible recrée une énergie collective.

La redécouverte de l'histoire de lieux.

En 1988, il est conseiller général de son canton. Or, à Villerouge-Terménès, son village natal, le dernier parfait cathare, Bèlibaste, a été brûlé en 1321. Il a alors lancé une grande fête médiévale, avec du bénévolat qui est un grand succès.

L'étude marketing réalisée à la fin des années 80 crée la surprise, en révélant que le catharisme est perçu comme une religion à l'extérieur et positionné dans le Sud de la France.

Sans un projet international, les flux du marché vont continuer à appauvrir le Département. Là où l'Aude peut mettre 1 €, l'Hérault peut mettre 3 € ! D'où la nécessité d'imaginer autre chose, qui témoigne de la résistance au pouvoir central. C'est ainsi que le festif et le développement se rencontrent et permettent de surmonter les grosses divisions entre identités locales de micro-territoires, entre catégories d'acteurs, entre les visions du passé des spécialistes du patrimoine et de l'histoire...

Le concept cathare – ET - la marque commerciale et territoriale réussissent progressivement à fédérer les Audois.

Il initie un processus / programme qui fait du patrimoine un levier de développement : « Pays cathare ». Le constat est le déclin de l'économie (fin de l'industrie rurale, agriculture en crise, perte démographique...). Il faut montrer qu'on peut travailler autrement. Le patrimoine, en termes de marketing crée du lien avec une marque commerciale territoriale. Dès lors, l'intérêt commun devient supérieur à la somme des intérêts particuliers. Agriculteurs, hébergeurs, guides... sont reliés entre eux.

### *Quelques dates :*

- 1983-1984 : Elle a été économique.
- En 1982, elle a bénéficié de la décentralisation comme d'une opportunité. Dans la concurrence entre les territoires pour capter l'économie touristique, les Départements avaient le plus de moyens et ont pu faire plus que les autres. Mais, ici, le Département est pauvre ...
- 1986 : l'Espagne et le Portugal entre dans la CE. La Région du Languedoc-Roussillon n'est plus le bout du monde. Elle reprend pied dans les flux d'échanges.
- En 1990, un événement extérieur a eu beaucoup d'importance : le programme européen LEADER. L'Aude était prête pour y correspondre et a reçu beaucoup d'argent de l'UE.

Jacques Fiset : Comment en est-on arrivé à l'image du cathare ?

Ben Quiñones : Le Parfait cathare est une avenue pour reprendre la question de la dévitalisation !

Martine Théveniaut : arrivée dans les années 80 dans l'Aude, elle a été frappée par un ressenti de fatalisme, la multitude d'identités locales, coexistant avec un imaginaire extérieur qui investissait ces forteresses sans rapport avec leur usage fonctionnel au Moyen-Âge : des lieux de garnison pour la défense des frontières, et là où ont été enfermés et brûlés les cathares ! Paradoxal. Les touristes n'étaient-ils pas les nouveaux envahisseurs du Nord ? Eric Andrieu a su proposer et partager une image de synthèse, associant un patrimoine avec une mémoire blessée de la haute culture cathare, demeurée sans trace architecturale ou si peu ! Un syncrétisme pour se relever ...

Le maillage territorial.

Eric se trouvait devant une situation paradoxale : une histoire et des monuments témoin, et un marché vérifié par l'enquête marketing, avec, au milieu, un produit à inventer.

Si le patrimoine devient le support du développement territorial, et si le territoire doit aussi y trouver son compte, quels sont les monuments à valoriser, réhabiliter... ? Il travaille avec les historiens pour localiser des lieux de visite. Pour relier ces lieux entre eux et comprendre l'histoire dont ils font partie, il faut des thèmes liés à cette histoire, d'où les musées, les expositions.

Le lien avec le territoire, c'est que les touristes qui viennent, mangent et dorment sur place... Mais avec seulement une dizaine de châteaux, les mailles sont trop grandes, alors on y ajoute les abbayes romanes. Puis une signalétique commune et des logos, les mêmes pour tout le département.

La marque territoriale sert à fédérer les filières économiques (25 à 30), avec des critères de qualité et un label. Ainsi, on resserre le filet. C'est le maillage territorial.

Convaincre... l'effet miroir et autre leçons...

Il a dû déployer beaucoup de conviction, passer beaucoup de temps pour faire partager le projet aux chambres consulaires, commerçants, élus locaux, acteurs des filières économiques. Aux filières porcs, agneaux, bœufs... il explique que s'ils s'organisent entre eux, ils ont un marché local important. Quand les crises ont sévi, ces filières s'en sont sorties. Le Département a mis des moyens et vend les produits du territoire dans toute l'Europe.

LEADER a fait gagner dix ans sur la réalisation du programme. L'effet miroir a fonctionné. On n'a pas été d'abord reconnu par les Audois, mais par l'effet sur les autres (Bruxelles) et tout ce que ça a permis de déclencher...

Une des leçons qu'il tire de ce parcours est que dans les relations politiques de pouvoir dominants / dominés où sont engagés les élus, les nouvelles modalités gagnantes sont dans le rassemblement : il faut trouver les biais pour éviter les concurrences, les conflits. Le travail ensemble, c'est une méthode pour les surmonter. Un concept est un bon outil pour ça.

### Quelles perspectives pour...la suite... ?

Ben Quiñones : Il pense à Lux'09... Merci pour l'occasion de venir ici. Maintenant il comprend le langage, la terminologie. En Asie, on parlerait d'approche intégrée. Comment faire pour que des histoires comme celles-ci puissent émerger à Lux'09 ? À l'atelier 7, tout le monde serait en lien, d'une façon ou d'une autre, avec un tel exemple. Avec une variété d'approche, quelles pourraient être les conclusions de « ce voyage apprenant » ? Cette expérience est un espoir pour chaque village et un espoir de nouvelles synergies pour le Forum de novembre 2009 au Japon.

On aurait besoin d'un groupe de réflexion de ce type, pas académique. Comment engager la Commission européenne sur un programme là-dessus ? Car l'aide de la FPH est limitée. Il faut en discuter à l'atelier 7.

Martine Theveniaut : Ceci pourrait être une conclusion de l'atelier 7 : un groupe de réflexion international sur les approches territoriales, les outils, les méthodes « apprenantes », les essaimages possibles, la place de l'histoire, la formation par la rencontre entre acteurs différents les uns des autres ...

Denison Joyasooria : Les problèmes sont similaires partout, ce processus est intéressant et éclairant. On sous-estime toujours ce qui existe autour de soi.

Eric Andrieu : Le contexte est plus que jamais favorable avec la crise. La pensée dominante est en panne et redonne son sens à l'engagement politique. Un conseil des sages, avec arbre à palabres existe à Villerouge-Terménès car les questions se posent à tous, anciens, jeunes... La CE travaille à un pacte de cohésion territoriale pour 2013. Le livre vert est en cours d'écriture pour l'avenir du monde rural. C'est essentiel d'y entrer, avec ces approches, pour ne pas être dans le technocratique. C'est à mettre à l'agenda de l'atelier 7.

Ben Quiñones : L'Europe intervient dans d'autres régions du monde. L'Asie pourrait être partenaire dans un projet global. Sur un programme concret. Il est très content, car il a compris l'approche territoriale. Il disait, le mois dernier, lors de la rencontre à 10 pays d'Asie : « pourquoi vous ne redécouvrez pas votre héritage ? Quand on raconte une histoire, on peut concrètement expliquer ».

Alain Laurent : Merci à Eric. La question qui se pose, à partir de cette expérience, c'est le passage du modèle réduit au mainstream ?

Ben Quiñones : Ce qui circule, c'est l'inspiration. Ensuite, il faut rassembler toutes les histoires et montrer au monde que c'est une alternative. C'est la force de raconter une histoire !

Eric Andrieu : On ne peut pas modéliser, mais indiquer quels sont les ingrédients. Ils sont à disposition pour le monde entier, pour que les acteurs prennent leur avenir en mains, en particulier les autorités locales.

Le préalable c'est le pourquoi on fait ensemble.

Puis viennent les croyances, les méthodes, les moyens...

Ben Quiñones : Ce que la Banque mondiale exporte c'est un concept – un projet. Aucun sens historique, c'est technologie et monnaie ! Les populations ne sont pas concernées, pas mises au centre.

Eric Andrieu : Le temps (la durée), la réalité culturelle dans le vie des gens, les systèmes sont différents partout ...

Il faut aussi une bonne sociologie des rapports de pouvoir pour agir.

## Le 20 avril 2009 – La Journée du BASE Sud Audois (à compléter des visites du matin)

### Le soir à la Salle des Fêtes de Luc-sur-Aude, accueil par le Maire, Jean-Claude Pons.

*Une trentaine de personnes assistent à la réunion, parmi lesquelles une conseillère générale et des techniciens du Conseil général de l'Aude, des porteurs de projet et des habitants.*

Introduction de Jean-Claude Pons : un maire rural engagé dans l'international.

Élu aux dernières élections municipales, il est aussi expert certificateur pour la FAO, dans le domaine de l'agriculture biologique. C'est à ce double point de vue qu'il présente son engagement.

Ici, l'approche aménagement est plutôt tournée vers le social, le politique l'organisationnel, ailleurs aménagement business sont deux choses tout à fait différentes. C'est moins efficace pour générer du chiffre d'affaires.

En France, on ne sait pas bien dépasser les cadres réglementaires et législatifs ; ils sont puissants et structurants. Il prend l'exemple de la Zone artisanale en Haute Qualité Environnementale (HQE) dont il a porté le projet. Il s'est heurté à tout un tas de choses, pas forcément des oppositions. L'idée a été progressivement dégradée pour en faire quelque chose qui a perdu sa personnalité.

Se déplaçant beaucoup, il se rend compte que le monde est petit et que nos problèmes sont les mêmes qu'ailleurs, à de plus petites échelles, certes, mais les mêmes... Car la brutalité de la globalisation et des relations économiques qu'elle installe est aux commandées, ici comme ailleurs. Et parce que partout les problèmes à gérer, les contraintes sont identiques : l'eau, les sols, l'urbanisation qui mange les terres agricoles...

La société française est très rigide, manque de mobilité, de souplesse. C'est corporatiste, bloqué. C'est très difficile de trouver de l'enthousiasme, alors qu'il le trouve ailleurs dans le monde.

Penser global, agir local ? Quoi faire ici, au niveau d'une petite commune ?

Tout d'abord au niveau de l'urbanisme : éviter le parcellaire isolé, recréer des échanges, être économe en ressources (eau, sol, énergie) pour pouvoir maîtriser leur usage. Relocaliser l'économie : encourager toutes les activités qu'on peut mettre en place dans une petite entité : la boulangerie (Fournil de Luc), l'agriculture, le maraîchage... car il y a de gros besoins et c'est source d'emploi.

Un groupe de travail s'est mis en place avec la communauté de communes pour mobiliser tous les acteurs locaux.

*Peter Wollny, président du BASE Sud Audois présente un diaporama qui reconstitue les premières étapes de la délégation internationale... et comment les échanges se sont installés.*

*Retour des invités : impressions de leur voyage ...*

Denison Jayasooria : Son grand-père, Sri-Lankais, s'est fixé en Malaisie. Depuis lors sa famille y vit. Il travaille à l'Université, aux questions ethniques.

Apprendre par le terrain est plus instructif qu'une conférence.

Avec Ben Quiñones, il travaille sur les entreprises sociales, la solidarité économique avec des groupes communautaires, par « des voyages apprenants ». Car d'habitude, on voyage en avion, on loge dans de grands hôtels, sans rien voir du terrain. Avant d'arriver ici, il ne savait rien de là où il allait, n'avait pas

compris le programme (en français !). Il était réticent... Or, c'est une excellente expérience pour eux. La méthodologie est participative et apprenante.

Plusieurs choses l'ont frappé : l'hospitalité de François et Martine leur permet d'entrer en relation avec des gens. Le contexte est très différent. On est en milieu rural et les expériences montrent comment l'économie peut être solidaire dans ce contexte-là. Toutes les visites sont des histoires inspirantes. Chacune montre comment les gens ont pris le temps de construire. C'est une somme de petites choses, avec des impacts majeurs sur leur contexte.

Nous avons fait un rêve, avec Ben...

- *Les petits qui décident de s'organiser peuvent changer les choses.*  
Des personnes qui prennent en mains leurs affaires, autrement dit leurs responsabilités, peuvent apprendre à d'autres. Elles ne désespèrent pas de changer les choses. Quand 15 producteurs s'organisent pour transformer leur production de fruits, et se mettent en coopérative, ils en rassemblent plus de 200 quelques années plus tard.
- *Chaque projet a un catalyseur, et nous, ici, on est « les champions » (au sens anglophone de grands défenseurs d'une cause).*  
Nous prenons soin des catalyseurs. Aucun n'a eu le succès facile, c'est un long itinéraire. Nous sommes « des petits grands acteurs ». C'est majeur pour redonner espoir à ceux qui n'en ont plus, pour influencer les niveaux supérieurs. C'est la grande utilité d'un groupe comme le BASE Sud Audois. Le processus est important, il faudrait partout des groupes comme ça pour capter, agréger les initiatives...
- *Le service rendu n'est pas fait pour gagner le plus d'argent, il forme les gens, il emploie des désavantagés (Parchemin), il redécouvre la culture (Pays cathare), il instaure la production du bio du producteur au consommateur (Le Fournil de Luc)...*

Jean-Claude Pons : L'échantillon présent ici ne représente pas la société locale dans son ensemble.

Ben Quiñones, remercie le BASE Sud Audois qui nous aide à comprendre.

Il souligne différents niveaux d'engagement : Le premier, ce sont les projets locaux et le BASE Sud Audois pour s'en faire « le champion ». Denison en a parlé. Comment sortir de l'anecdotique ? Comment utiliser ces histoires inspirantes pour les diffuser, dans un partenariat avec les Philippines et ailleurs en Asie car Denison est un acteur clé en Malaisie ? Se tenir informé, ce n'est pas pour dupliquer, mais pour s'inspirer, comparer. Ce n'est pas pour « importer », mais pour comprendre la situation réelle. C'est se faire les catalyseurs d'une méthode pour apprendre.

Le processus d'apprentissage.

Il est le suivant :

- Il part de l'écoute des personnes, dans leur propre contexte avec leurs perspectives, ce qui requiert d'exercer différentes fonctions :
- L'animation et la facilitation (Martine, Peter, Martina...). Il faut parler beaucoup avec celui qui apprend, il ne dit pas « c'est ça », ou « c'est comme ça », mais il installe la relation ;
- La documentation par des études de cas ;
- La mise en discussion. Car il faut comprendre ce qu'on a appris. Denison et moi, le soir, on parle, le soir, avant de dormir, longtemps. Et on a fait des rêves ensemble. Il a le sentiment d'avoir compris ce qu'on veut dire quand on parle de « l'ancrage territorial ».
- Il faudrait une « retraite » de réflexion, à partir de tout ça, sur 2 ou 3 jours., pour passer à l'étape des propositions à Lux'09, pour s'en servir en Asie.

Pour conclure, le BASE Sud Audois a un rôle social d'inspiration important, localement. Il apporte aussi du recul par rapport au quotidien et il permet de développer des partenariats entre continents.

Jacques Fiset : C'est sa troisième Rencontre mondiale du RIPÉSS.

À Québec en 2001 c'était intello théorique ; à Dakar 2005, il a touché du doigt du concret. En 2009, grâce à Yvon et Martine, il a l'occasion de partager ce bout de terrain ici. C'est le bonheur ! Il repart du discours du

mairie pour parler de ce qu'il fait. Il dirige un Centre Local de Développement, celui de la ville de Québec. Un CLD est une structure mise en place en 1993 par le gouvernement provincial pour réfléchir plus globalement, et pas en silo. C'est un outil pour le développement territorial.

Croisé avec le Chantier de l'économie sociale, expression du mouvement social, c'est l'opportunité de promouvoir une économie alternative. Ils sont articulés ensemble.

Il dirige une structure qui compte 55 employés, répartis dans les divers arrondissements. Le CLD a un conseil d'administration composé des divers acteurs économiques et sociaux, 19 personnes, bénévoles. Il se réunit une fois par mois pour décider des investissements.

- Oui, il faut des catalyseurs pour comprendre, faire comprendre et mettre en œuvre.
- Le premier mur, c'est l'administration, nationale et locale, pour qui un travail en CLD n'a aucune signification. C'est un travail de longue haleine, jamais acquis. Chaque réussite d'un effort collectif, c'est une victoire, souvent partie de rien. Une structure toute seule ne peut pas réussir ce genre de réalisation.
- Il faut toujours qu'il y ait des lieux de formation. Ce n'est pas parce qu'une structure dédiée comme le CLD existe, ou parce que la volonté politique existe, qu'elle est efficace. Les élus changent, les administrations restent, c'est toujours à recommencer.
- Ne soyez pas trop malheureux d'avoir à vous battre avec les élus, ça entretient l'imagination. Ailleurs, sachez qu'il y a des pairs qui se battent pour les mêmes choses
- Chaque contexte est original. C'est inspirant pour lui, pour le traduire dans son territoire.

Yon Poirier est enseignant et syndicaliste, retraité. Il a été un des piliers du « DÉC : le développement économique communautaire ».

Le syndicalisme a été un levier de fonds, avec une Caisse d'économie populaire. Le mouvement social a préexisté aux lois de 93. Maintenant, il s'occupe de réseautage international. Comme citoyen du monde, il participe à beaucoup de rencontres et voit de nombreux noyaux catalyseurs. Ils ont développé une connaissance importante des réalités, comme au Mozambique.

### Échanges :

Martina Wollny : Ces approches visionnaires, sincères, sont une expérience qui fait avancer le BASE Sud Audois, comme en miroir... Mais, avec tous ces éloges extérieurs, nous, ici, nous voyons que rien n'avance. Comment faire ensemble ?

Mme Bohic-Cortès : conseillère générale du Canton de Quillan souligne une volonté commune. Ici, dans ce territoire, si nous ne faisons rien pour nous-mêmes, nous mourrons. Nous devons inventer. Et ne pas tout attendre des autres.

Jean-Claude Pons : Le développement local peut-il vivre sans une économie générale forte, sans flux de richesses ? Des solutions marginales suffisent-elles ? Ne faut-il pas faire aussi dans l'économie générale ?

Jérôme (Association Parchemin) : Il existe des ressources, des potentiels. Quand on agit, on rentre dans l'économie. Comment intégrer une économie plus large ?

Eliane Coustal : Coordinatrice de Zone (CG 11) Le développement local, c'est exploiter au mieux les ressources du territoire. Tous les acteurs rencontrés ont ramé pour arriver.

Oxane Alazard (porteuse de projet) : Espérons que ce sera moins dur pour la génération après nous !

Jacques Fiset : Pour traduire la relation économique et social, il dit souvent « l'alternative de l'économie sociale, c'est apporter l'économique dans le social et valoriser le rôle social dans

l'économie libérale ». Il y a l'économie que nous contrôlons, mais il y a tout intérêt à mieux contrôler l'économie que l'on ne contrôle pas. Le développement local, c'est ça aussi !

Quelles propositions pour Lux'09 ?

Nicolas (Formateur à Batipole et créateur d'une entreprise NTIC) : La priorité, c'est l'éducation, les processus apprenants. Être mieux armé pour mieux agir.

??? : Il faut de la bonne foi en face et pas de l'effet d'annonce.

Suzanne Mélix, (directrice d'ESPERE) : propose une analyse de ce territoire à partir de son expérience. Les nouveaux arrivants ont essayé de monter des associations, des projets collectifs, innovants . Mais on a peut-être échoué à inclure des natifs dans nos projets.

Mme Bohic-Cortès : ce sont eux qui se sont exclus, les Audois sont assez chauvins. Ils ont du mal à accepter la nouveauté, une autre culture ; à nous d'apporter ce que nous avons déjà trouvé pour montrer qu'on peut y arriver. Car la situation est ce qu'elle est : le monde est ouvert et on est ouvert au monde.

Martine Theveniaut : Au fur et à mesure du déroulement de la démarche de capitalisation engagée en 2007, on en est arrivés à quelques formules simples qui semblent assez bien correspondre à la teneur de ces propos :

- S'organiser pour ne pas subir
- Se rendre capable de et aider d'autres à ça...
- Se compter pour s'affirmer.

## Le 21 avril 2009 au matin : rencontre avec Patrick Collin, un fondateur de la SA GOLGEMMA.

Bref historique pour comprendre

Patrick Collin s'installe en 1991 à Castillou, dans la commune de Luc sur Aude, en SARL. Sa société fusionne avec celle de Jean-Claude Pichot en 1997 pour fonder la SA GOLGEMMA ; elle produit et fait le négoce d'huiles essentielles de belle qualité, majoritairement bio. Elle est l'une des dix entreprises présentes sur le marché européen. Elle est repérée, sans publicité, parce qu'elle est innovante par ses pratiques. La conduite de l'entreprise privilégie la responsabilité sociale et l'emploi local. Lorsque ses locaux brûlent en 2003, l'esprit d'équipe lui permet d'échapper à la liquidation. Dans le cadre d'échanges réguliers avec les producteurs des pays du Sud, elle encourage la transformation sur place pour augmenter la valeur ajoutée. Ses prix sont transparents. Au moment où les viticulteurs arrachent faute de débouchés, Patrick Collin est persuadé que la production de plantes aromatiques aurait sa place dans la Haute Vallée de l'Aude, pour peu que la volonté y soit. (Extrait du Catalogue de la Foire aux expériences organisée par le BASE Sud Audois en juin 2007).

Patrick Collin est engagé dans une démarche ISO 26000 de responsabilité sociétale et environnementale.

Elle va prochainement sortir car tous les États ou presque ont signé. Ce sera auto-évalué, pas en audit externe. C'est difficile pour une petite entreprise comme la sienne, car tous les actes doivent être analysés, les siens et dans des relations avec les parties prenantes qui ne soient pas marquées par un esprit post-colonial. Tout est concerté. Ce n'est pas une usine à gaz, c'est un engagement sur une voie de progrès, c'est une autoévaluation avec les parties prenantes pour ajuster au fur et à mesure.

Quelle gouvernance d'entreprise ?

C'est la question qu'il partage avec son associé et le responsable des achats (dans tous les pays du monde). Un stagiaire a été pris pour 6 mois pour réfléchir sur une méthodologie de référentiel afin de réunir les parties prenantes.

Jacques Fiset : est engagé dans une démarche similaire, avec la direction et les syndicats, au CLD de Québec dont il est directeur. Il a aussi pris un stagiaire. La démarche est passionnante et produit des effets sur les employés. Il faudrait trois ans pour changer l'état d'esprit. Patrick Collin partage ce constat.

Il voudrait que ses employés se sentent associés à un changement du monde.

Il pense que cette démarche pourrait changer la planète si chaque situation est examinée, tel qu'il est, avec concertation. Mais, il a peur que la démarche formelle ne suive pas cette voie. Sa méthode se base sur le voyage pour acheter ses produits, il dort sur place pour discuter, il explore les circuits relationnels, économiques. Oui il constate que les enfants travaillent... Et si on trouvait une solution ensemble ? Lutter contre la corruption ? C'est l'impact d'un projet réussi qui la fait reculer, car ça devient déshonorant... Il vend des produits qui sentent bon, dont il est fier. Son métier, ce sont les huiles essentielles, mais il vend aussi des conteneurs d'épices. C'est nécessaire s'il veut maintenir les producteurs sur leurs terres et garder ses approvisionnements. C'est donc beaucoup de démarchage autour du cœur de métier. Il achète en bio si possible, mais pas exclusivement, car cela peut avoir des impacts négatifs sur le choix des cultures et les pondérations entre les cultures pour les huiles (et la vente) et pour l'alimentation. Or, la survie des producteurs vient en premier. En voyageant, il apprend aussi la valeur du temps.

Il travaille avec des organismes de micro-crédits à Madagascar (650 familles). Et restitue 1% à la caisse pour aider à la construction. Il participe à un conseil d'aide au prêt, piloté par des référents locaux. Une prime est reversée, une fois le contrat réalisé, avec l'ouverture d'un compte en banque, c'est un vecteur puissant de socialisation.

Jacques Fiset : Tant qu'on a pas vu par soi-même, l'action a souvent beaucoup d'effets pervers.

Beaucoup d'ONG pensent mal leurs activités, parce qu'elles ne partent pas de la réalité. Elles manquent d'une réflexion appropriée aux petits créneaux. C'est cher parce que c'est rare. Planter beaucoup pour vendre, en injectant de l'argent à flot, c'est couper l'herbe sous le pied à ceux qui s'appliquent à bien faire depuis dix ans, et sont fidélisés. Oui ça peut rapporter à court terme, mais ça ne dure pas. C'est pire après. On voit les mêmes projets jaillir tous les 5 ans.

Jacques Fiset : La RSE est probablement un meilleur intermédiaire avec le milieu local que les ONG (moins préoccupées par la viabilité économique). L'entreprise, elle, a des enjeux économiques de durée (autres que la rente).

C'est aussi le problème de l'ESS. L'enracinement local est nécessaire pour que ça marche. Le milieu communautaire a peur de l'économique, même dans son organisation, les anciens, formatés comme ça, ont mis du temps à évoluer.

Martine Theveniaut : présente la grille de lecture de la démarche itinérante de capitalisation. Toutes les étapes régionales pour souligner la préoccupation de caractériser de façon comparative.

1. *Quelle économie l'action a-t-elle (ou peut-elle) générer ?*
2. *Comment l'action a-t-elle augmenté la prise de pouvoir et la responsabilité dans les solutions mises en oeuvre ?*
3. *Quelles articulations l'action a-t-elle utilisées ou produites pour réussir des percées ?*
4. *Qu'est ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables ?*
5. *Quelles leçons pour les multiplier à l'avenir ?*

Lux'09 doit faire évoluer la vision de l'économique dans le milieu de l'économie solidaire

Patrick Collin pense que les entreprises sont vecteurs de progrès. Quand Jean-Claude Pons est arrivé, avec un autre, ils ne gagnaient rien. Lui-même vient de Suisse et veut revenir à la production, et l'associer avec le négoce en 1991. Aujourd'hui, il a un chiffre d'affaires de 5 millions € et 17 emplois. Son ambition est portée par de beaux produits. Il n'a pas de raison de se limiter, même si c'est mal vu des petits producteurs locaux. Il a plus de responsabilité et doit bien gérer. Oui il fait de la marge, mais pas n'importe comment. Il la doit aux connaissances qu'il a réunies sur les conditions de fonctionnement du marché, ce qui le rend capable de se situer, de façon juste, de tenir et durer dans le circuit.

Tous deux partagent la conviction qu'il faut introduire la réflexion économique sur la composition d'un prix, une comptabilité, un équilibre dépenses / recettes dans une vue d'ensemble.

Patrick Collin : il faut beaucoup discuter. Il faut aller au-devant, s'installer, palabrer, expliquer. Combien ça coûte ? ou pourquoi ça coûte ça ? Car l'espoir existe que ça rapporte beaucoup, tout de suite. Il faut beaucoup de temps et d'exemples.

Jacques Fiset : C'est en faisant qu'on apprend. Il donne l'exemple de la construction de WC en Haïti, avec la méthode de P. Fraire, pour 800 personnes. La réussite a eu un pourcentage d'effets qu'on n'imaginait pas !

Patrick Collin constate que le système est fait pour les gros. Dans le cadre de REACH, il faut que GOLGEMMA réussisse à se faire agréer comme marchand de matières premières à usage pharmaceutique. C'est nécessaire pour continuer. Car les pharmaciens sont soumis au contrôle sur le contenu des flacons. Il ne vend pas de petits flacons, mais 52 tonnes pour usages pharmaceutiques (18 à 20 %), cosmétiques (60%), le reste vers l'alimentaire. Le pharmaceutique garantit l'ouverture aux deux autres filières. Les locaux d'Esparaza sont inadaptés, ça ne vaut pas la peine d'investir pour les améliorer. Il envisage de changer de lieu, mais pas de territoire, ce qui requiert des investissements.

Pour s'agrandir, il encourage aussi l'agrandissement des cultures à proximité, pour garder un contrôle sur l'alambic. Dans le contexte de crise viticole, ce serait profitable aux agriculteurs et pourrait pousser à la formation des jeunes au bio pour les plantes aromatiques. Le lycée agricole pourrait devenir fournisseur des plants pour des BTS, avec des fiches techniques culturales.

La Chambre d'agriculture se dit intéressée, mais on aura fini de planter avant qu'ils aient pris le train ! C'est sans nouveauté ! 3 ou 4 paysans sont volontaires, à proximité, en plus de Jean-Claude Pons, ce qui permet une surveillance et ça donne de l'expérience.

## **Le 21 avril 2009 après-midi au Conseil général de l'Aude, autour de la marque Pays cathare avec Valérie Dumontet (au cabinet du président du CG11) et Yvonne Vidou (chargée des politiques européennes et de coopération).**

Valérie Dumontet introduit les échanges par une reconstitution historique des 25 ans de la mise en place de la démarche « Pays cathare » territoriale, économique et touristique. Quel développement, avec les forces vives du territoire, pas dans une voie protectionniste, mais ouverte sur le monde ? Ce qui a constitué « le plus », c'est la conviction qu'une démarche de projet collectif pouvait être un projet politique. La fédération autour d'une idée est devenue motrice. Et les crédits européens ont permis d'entraîner la dynamique de réalisation.

*Ce compte-rendu met l'accent sur la transition entre l'étape fondatrice et la situation actuelle. Voir au 19 avril pour la présentation de l'étape émergente.*

*Quelques chiffres aujourd'hui :*

- 17 châteaux et abbayes ;
- 3 millions de visiteurs par an ;
- 1000 entreprises « marquées » ;
- 5 territoires de projet (les Pays) support territorial de développement et d'une politique publique départementale calée sur ce dispositif.

Une nouvelle étape.

Le Pays cathare a donné lieu à l'écriture d'un projet qui a pris place dans la négociation du contrat de projet Etat / Région, avec l'aval de Marcel Rainaud, président du CG de l'Aude. Ce projet engage une nouvelle étape économique, avec des moyens pour aller plus loin. Bien des élus et des partenaires se sont rendu compte de l'avance que constituait ce programme dans l'articulation local/global. Tous les obstacles ne sont pas résolus pour autant. La situation correspond à un compromis acceptable, avec une dimension évolutive (2010).

### **Échanges :**

Alain Laurent formule le souhait d'une analyse systémique de cette réalisation territoriale. Où est le progrès dans le comment ? Les personnes présentes ici sont des disséminateurs. Ils ont besoin de support : pratiques, acteurs, ingrédients, valeur ajoutée pour chacun. Dans son cas, il est en relation avec un ministre du Burkina Faso, représenté ici par Patricia Tamini, intéressée par cette démarche.

Yvonne Vidou : La marque Pays cathare est plus qu'une marque commerciale, c'est quasiment un label qualité et c'est surtout une marque territoriale. Cette marque transversale concerne un large éventail de produits agro-alimentaires, touristique et culturels ; qui va du produit de niche (l'asperge) au produit semi-industriel (l'eau d'Alet ou le lait).

Valérie Dumontet évoque Sud de France : cette marque, créée en 2004 par la Région a modifié l'échiquier régional. Si les 2 démarches ne sont pas antinomiques, il a fallu trouver des voies d'articulation et mise en synergie.

Une étude demandé à un consultant, en septembre 2008 a permis un diagnostic lucide et une remise à plat des enjeux qui a permis de faire évoluer la gestion et l'animation de la marque territoriale. Elle a mis l'accent sur l'identification des marchés, et la nécessité d'un nouveau pilotage de la marque pour aller vers une intégration progressive des nombreux (trop) cahiers des charges produits, vers 5 ou 6 filières (en regroupant dans un même cahier des Charges l'amont et l'aval, par exemple : la viande du producteur au charcutier). Le rôle et les fonctions des animateurs qualité seront aussi refondés. Peut-être en prenant en charge l'ensemble d'une filière, en dépassant les champs d'actions des chambres consulaires. Les autres axes de l'étude portaient sur le développement commercial et le développement international.

Denison Jayasooria trouve le processus trop bureaucratique pour le producteur et pas assez participatif.

Valérie Dumontet explique la formation, l'animation de tous les candidats à la marque. C'est une démarche quasi-militante qui permet d'obtenir une promotion mutuelle des produits et prestations (chaque prestataire peut être le prescripteur de son collègue). Il est vrai que l'évolution des marqués est perceptible : plus « consommateurs » moins impliqués, à leur propre service... Mais après une phase « bureaucratique », organisationnelle, les préconisations sont de revenir aux hommes, et de reconquérir le processus participatif qui est un des fondements de la démarche

Alain Laurent : Les Agendas 21 ont marqué des progrès sensibles de ce point de vue. TER\_RES vise à promouvoir cette façon de faire, comme valeur ajoutée du « faire ensemble ». Ensuite quel référentiel pour des déclinaisons techniques ?

**Yvonne Vidou présente les différents aspects du programme Pays cathare puis l'état d'avancement de la marque territoriale européenne.**

**Les power-point sont joints à ce document.**